

Comment l'Allemagne se prépare à devoir rationner le gaz cet hiver

En dépit de la baisse de la consommation déjà observée, l'Allemagne pourrait connaître une pénurie cet hiver. Le pays travaille à lister les industries qui devront être approvisionnées en priorité.

Par [Hélène Kohl \(Berlin, correspondance\)](#)

Publié le 13 août 2022

L'Allemagne ne pourra pas compter sur le gaz du Qatar. Le marché que le ministre fédéral de l'économie, Robert Habeck, pensait avoir ficelé lors de son déplacement en mars dans le Golfe, a été annulé. L'annonce de ce revers, début août, n'est pas davantage commentée par Berlin. Mais c'est incontestablement une mauvaise nouvelle supplémentaire pour l'Allemagne, confrontée depuis la mi-juillet à une réduction des livraisons russes. Après dix jours de maintenance mi-juillet, [le gazoduc Nordstream 1](#) n'a repris ses acheminements qu'à 20 % de ses capacités.

« *La situation est tendue et une aggravation n'est pas à exclure. Mais pour l'instant l'approvisionnement est stable* », note l'Agence fédérale des réseaux (Bundesnetzagentur), qui publie un rapport quotidien sur l'état des réserves de gaz en Allemagne. L'outil est aussi scruté que l'étaient les indicateurs de contaminations au plus fort de la pandémie de Covid-19. On y suit l'évolution du débit dans les pipelines et le taux de remplissage des réservoirs. Il devrait passer la barre des 75 % dans les prochains jours, en avance de deux semaines sur le calendrier prévu. Ce tour de force tient avant tout à la sobriété énergétique des Allemands : la consommation de gaz enregistre un important recul de 21 % par rapport à juillet 2021. Les entreprises portent le plus gros des efforts. Ainsi, Mercedes devrait diminuer de moitié ses besoins d'ici à la fin d'année. Et Siemens a annoncé jeudi 11 août pouvoir complètement se passer de gaz désormais.

Pragmatisme

Pour autant, les divers scénarios pour les prochains mois, rendus publics le 7 août par l'Agence des réseaux, sont sombres : une seule modélisation indique que le pays pourrait échapper aux pénuries – si l'Allemagne continue de consommer 20 % de gaz en moins, si elle réduit également de 20 % les volumes de gaz qu'elle transfère vers le reste des pays européens et si les deux terminaux de gaz naturel liquéfié en construction entrent en service comme prévu en janvier. Sur ce point, le chef du gouvernement Olaf Scholz a affiché une grande confiance jeudi 11 août, lors de sa conférence de presse de rentrée. « *Nous aurons du gaz* », a-t-il affirmé, sans préciser s'il parlait uniquement de ces terminaux ou des réserves du pays entier.

Face à tant d'incertitude, le pragmatisme prend le dessus : il faut déjà organiser le rationnement. Les droits allemand et européen protègent les particuliers ainsi que le secteur de la santé (hôpitaux, maisons de retraite...). Le reste de l'économie n'a aucune garantie. Qui aura du gaz à Noël ? La question obsède tous les chefs d'entreprise. Rien ne fuit sur les futurs arbitrages de l'Agence fédérale des réseaux. « *La*

politique nous laisse une liberté maximale », reconnaissait dimanche Klaus Müller, son directeur, [dans une interview au journal Welt am Sonntag](#).

Alors qu'un tiers des entreprises envisage maintenant de ralentir la production pour baisser la facture énergétique, le syndicat IG Metall met en garde contre des choix « coup de frein »

Depuis mai, ses services compilent les données des entreprises pour établir leur niveau de priorité, sur la base de leurs besoins en gaz mais aussi, des conséquences qu'un rationnement pourrait avoir sur l'ensemble de la chaîne, des fournisseurs aux sous-traitants jusqu'aux consommateurs. « *C'est d'une complexité sans nom* », selon Klaus Müller. Il cite le cas de l'industrie pharmaceutique qui fait sans conteste partie des secteurs prioritaires, à condition d'y associer les entreprises qui produisent les emballages pour les médicaments. Comment faire le tri entre le nécessaire et le superflu ? « *On assiste actuellement à un grand travail de lobby des entreprises auprès de l'Agence, pour démontrer qu'elles sont essentielles* », constate Claudia Kemfert, spécialiste des questions d'énergie à l'institut de recherche DIW. Rien que pour le géant de la chimie BASF et les 45 000 produits qui sortent de ses chaînes de production, comment arbitrer ?

Instance d'arbitrage

Jörg Roethermel de la fédération de l'industrie chimique, rappelle que si son secteur avale 15 % des réserves de gaz chaque année, « *il est au centre du modèle économique allemand* », indispensable à l'agriculture, la pharmacie, le bâtiment mais aussi la construction automobile. Alors qu'un tiers des entreprises envisage maintenant de ralentir la production pour baisser la facture énergétique, le syndicat IG Metall met en garde contre des choix « *coup de frein* », le risque de récession et le coût social.

Les algorithmes et les modélisations ont leurs limites. Selon Andreas Jung de la CDU, « *compte tenu des conséquences considérables pour la société et l'économie, il est indispensable que la politique fournisse un cadre pour trancher certains points* ». Il s'inquiète de potentiels déséquilibres régionaux. « *En cas de restrictions dans certaines zones géographiques, y aura-t-il des mécanismes de solidarité nationale ?* » Il partage cette position avec plusieurs ministres-présidents de Länder dont les sociaux-démocrates Anke Rehlinger de Sarre et Peter Tschentscher de Hambourg. Ils réclament la création d'une instance d'arbitrage sur le modèle des conférences interrégionales et transpartisanes qu'Angela Merkel avait mises en place pour gérer la crise sanitaire.

Hélène Kohl (Berlin, correspondance)